

Jugement N°123/19/CJ/SII/TCC

du 04 juillet 2019

Rôle Général

BJ/TCC/2019/326

Société Angélique International
Limited (AIL) SARL
(Me Théodore ZINFLOU)

C/

1- Groupement d'Entreprises
CAE-NDC-OLADE
(Me Victorien FADE)

2- Société BGFI BANK-
BENIN
(SCPA H K & Associés)

OBJET

Réalisation de cautionnement

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Romain KOFFI

Assesseurs : Eric ASSOGBA et Cyprien TOZO

Ministère Public : Mario Elonm METONOU

Greffier : Louis K. HOUNGBO

Débat le 13 juin 2019 ;

Jugement contradictoire en premier ressort prononcé à l'audience publique du 04 juillet 2019;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

Société Angélique International Limited (AIL) SARL dont le siège est sis à Cotonou, ILOT : 1431 quartier Vèdoko maison QOSSOU Marie Claude, immatriculée au registre du commerce et du crédit mobilier sous le numéro RB/COT/17B 19808 ;

Assistée de Maître Théodore ZINFLOU, Avocat au Barreau du Bénin ;

DEFENDEURS :

1- Groupement d'Entreprises CAE-NDC-OLADE, représenté par son mandataire Dagbégnon Louis GOUTON, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Ouando, dans la commune de Porto-Novo, Tél : 97 07 09 60 / 97 12 22 71 / 97 07 11 99

Assisté de Maître Victorien FADE, Avocat au Barreau du Bénin ;

2- Société BGFI BANK-BENIN SA, au capital de dix milliard (10.000.000.000) francs CFA, immatriculée au RCCM de Cotonou sous le numéro 09 B 4663, agrément n°B015K, dont le siège social est sis à Guinkomey Tokpa Hoho, carré 38 Dako Donou, 01 BP 4270 RP Cotonou, représentée par son Directeur Général, demeurant et domicilié ès qualité audit siège ;

Assistée de la SCPA HK & Associés ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs prétentions et moyens ;

Après en avoir délibéré ;

FAITS ET PROCEDURE

La société Angelique International Limited (AIL) a bénéficié de l'exécution des travaux d'aménagement hydro agricole dans le cadre du projet d'appui aux infrastructures agricoles dans la vallée de l'Ouémé et a, suivant bon de travail du 18 décembre 2017, sous-traité au Groupement d'Entreprises CAE-NDC-OLADE, l'aménagement des chantiers de Hondji, de Mitro, de Houéda et de Tovè ;

Le Groupement d'Entreprises CAE-NDC-OLADE a souscrit auprès de la BGFI BANK Bénin SA, une caution de bonne exécution et d'avance de démarrage ;

Se prévalant du non-respect par le groupement du délai contractuel, la société AIL a sollicité de la BGFI BANK Bénin, l'encaissement des cautions d'avance de démarrage, ce à quoi le Groupement d'Entreprises CAE-NDC-OLADE et celle-ci se sont opposés ;

PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Suivant exploit du 09 avril 2019, la société Angelique International Limited (AIL) a attiré devant le Tribunal de commerce de Cotonou statuant en matière commerciale le

Groupement d'Entreprises CAE-NDC-OLADE et la société BGFI BANK Bénin SA aux fins de :

- ✓ *les condamner conjointement et solidairement à lui payer, au titre de réalisation des garanties souscrites, la somme de FCFA deux cent douze millions neuf cent soixante-quinze mille trois cent soixante-treize (212.975.373) ;*
- ✓ *condamner le Groupement d'Entreprises CAE-NDC-OLADE au paiement à son profit de la somme de FCFA cent millions (100.000.000) en réparation des préjudices subis du fait de l'exécution tardive des travaux ;*
- ✓ *assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute ;*

A l'appui de ses prétentions, la société AIL expose que le terme de leur contrat de Bon de travail ayant couru sans que le Groupement d'Entreprises CAE-NDC-OLADE n'ait exécuté à bonne date les travaux dont il a la charge, elle a sollicité à temps auprès du garant autonome, la prorogation du délai de validité des garanties souscrites et à défaut leur réalisation à son profit ;

Que la BGFI BANK Bénin SA lui a opposé un refus ;

Que le Groupement d'Entreprises CAE-NDC-OLADE ne peut s'opposer à une réalisation de la garantie ;

Que le silence de la BGFI BANK Bénin SA qui s'est engagée dans sa correspondance de constitution de caution, à libérer dès la première demande et sans autres formalités ladite caution et l'opposition du Groupement d'Entreprises CAE-NDC-OLADE traduisent leur mauvaise foi ;

Que le retard mis dans l'exécution des travaux a conduit l'AGETUR, maître d'ouvrage, à résilier le marché dont elle a bénéficié afin de la poursuivre elle-même ;

Que la saisine de la juridiction de commerce en dépit de l'existence d'une clause d'arbitrage se justifie par l'urgence à bénéficier d'une mesure provisoire ou conservatoire afin de sauvegarder ses intérêts menacés ;

Que l'acte introductif d'instance est valable en ce que la production de son extrait d'immatriculation au Registre du

Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) couvre l'irrégularité soulevée ;

Le Groupement d'Entreprises CAE-NDC-OLADE et la BGFI BANK Bénin SA résistent à ces prétentions et soulèvent l'incompétence du tribunal de commerce en raison de la clause d'arbitrage insérée au contrat ;

Ils développent que l'acte introductif d'instance est nul en ce qu'il ne mentionne pas l'organe qui représente légalement la Société AIL ;

Que la société AIL n'a pas rendu disponible à temps, le site pour l'exécution des travaux et ne lui a fait libérer l'avance de démarrage des travaux que six (06) mois après la signature du Bon de travail et sa souscription aux cautions de bonne exécution et d'avance de démarrage des travaux ;

Le Groupement d'Entreprises CAE-NDC-OLADE sollicite la condamnation de la société AIL à lui payer la somme de FCFA quatre-vingt millions (80.000.000) francs CFA en réparation des préjudices qu'il a subis ;

SUR LA COMPETENCE DU JUGE ETATIQUE

Attendu que l'article 13 de l'Acte Uniforme de l'OHADA sur le droit d'arbitrage dispose : « *Lorsqu'un différend faisant l'objet d'une procédure arbitrale en vertu d'une convention d'arbitrage est porté devant une juridiction étatique, celle-ci doit, si l'une des parties en fait la demande, se déclarer incompétente.*

Si le tribunal arbitral n'est pas encore saisi ou si aucune demande d'arbitrage n'a été formulée, la juridiction étatique doit également se déclarer incompétente à moins que la convention d'arbitrage ne soit manifestement nulle ou manifestement inapplicable à l'espèce. Dans ce cas, la juridiction étatique compétente statue sur sa compétence en dernier ressort dans un délai maximum de quinze (15) jours. Sa décision ne peut faire l'objet que d'un pourvoi en cassation devant la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage dans les conditions prévues par son règlement de procédure.

En tout état de cause, la juridiction étatique ne peut relever d'office son incompétence.

Toutefois, l'existence d'une convention d'arbitrage ne fait pas obstacle à ce qu'à la demande d'une partie, une juridiction étatique, en cas

d'urgence reconnue et motivée, ordonne des mesures provisoires ou conservatoires dès lors que ces mesures n'impliquent pas un examen du différend au fond pour lequel seul le tribunal arbitral est compétent. »

Attendu que le point 18 du Bon de travail stipule en son alinéa 1 : *« Dans la mesure de leurs possibilités, les parties aux présentes s'efforceront de résoudre à l'amiable entre elles tous les litiges découlant du présent bon de travail. Si les mêmes questions ne sont pas résolues dans les trente (30) jours de l'affaire soulevée par l'une ou l'autre des parties, l'une ou l'autre partie peut soumettre le différend à un règlement par arbitrage. L'arbitrage sera entrepris par deux arbitres, chacun étant nommé par l'une ou l'autre partie. les arbitres nommés par les deux parties désigneront mutuellement une personne pour agir comme surarbitre avant de saisir la référence en cas de différence entre les deux arbitres et la décision du surarbitre dans une telle éventualité sera finale et obligatoire pour les parties » ;*

Attendu que la clause arbitrale ainsi insérée dans le bon de travail n'est pas manifestement nulle ou inapplicable et la demande formulée par la Société ANGELIQUE INTERNATIONAL LIMITED (AIL) SARL ne relève pas d'une mesure provisoire ;

Que c'est à juste titre que le Groupement d'Entreprises CAE-NDC-OLADE et la Société BGFI BANK-BENIN SA soulèvent l'incompétence du juge étatique ;

Qu'il y a lieu d'y faire droit ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement en matière commerciale et en premier ressort ;



Se déclare incompétent ;



Condamne la société Angelique International Limited (AIL) aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT